



## Notes

---

---

MEEKER (MICHAEL E.)

***A Nation of Empire. The Ottoman Legacy of Turkish Modernity***

Berkeley, University of California Press, 2002, 420 pages.

KANDIYOTI (DENIZ), SAKTANBER (AYSE), eds  
***Fragments of Culture. The Everyday of Modern Turkey***

Londres, I.B. Tauris, 2002, 350 pages.

ZEKI MÜREN

***1955-1963 Kayitlari/Recordings***

Istanbul, Kalan Müzik Yapim, 2002.

L'arrivée au pouvoir du parti islamique en novembre 2002, la résistance du nouveau gouvernement, mais aussi de l'armée, aux pressions de l'administration Bush lors de la guerre contre l'Irak, la surprise que ces événements ont créée de par le monde ont démontré à la fois notre ignorance de la complexité de la société politique turque et la nécessité d'y remédier. Deux ouvrages importants peuvent nous y aider.

Au fil d'une passionnante enquête de terrain, menée au cours des années 1960 dans la province de Trabzon, Michael Meeker s'attache à dégager le « legs impérial de la République turque », non pas en tant que survivance de l'ancien régime, mais en tant que principe actif et

même constitutif du nouvel État. L'Empire ottoman, souvent décrit, à tort, comme un despotisme outrancièrement centralisé, reposait en réalité sur des oligarchies ou des élites provinciales. Celles-ci lui conféraient une flexibilité sociale tout en assurant l'exercice du pouvoir souverain et la « dissémination de la modernité » par le biais d'une véritable discipline des relations interpersonnelles. Or, dans la région d'Of, les deux grandes familles d'*aghas* qui dominaient la scène locale au XIX<sup>e</sup> siècle sont parvenues à reproduire leur ascendant sous le couvert de la lutte nationaliste, des institutions républicaines, de leur démocratisation dans les années 1940-1950 et du développement économique de l'après-guerre. La résilience de ces hiérarchies locales, dont les affrontements factionnels sont une expression de choix, traduit moins une résistance au pouvoir central, quand bien même elle en prend la forme, qu'un mode de régulation et d'implantation de ce dernier.

En insistant sur l'inachèvement constitutif de la centralisation étatique, notamment à l'époque ottomane, l'auteur rejoint à sa manière les analyses désormais classiques de Karen Barkey (*Ban-*

*dits and Bureaucrats. The Ottoman Route to State Centralization*, Cornell University Press, 1994). Les deux familles d'*aghas* en question trouvent d'ailleurs leurs origines dans les troupes irrégulières et les milices locales. Elles ont initialement affirmé leur domination par la violence. La distinction convenue entre les officiels (*askeri*) et les non-officiels (*reaya*) se brouille. La dissémination du projet impérial par le truchement des oligarchies provinciales, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, a réconcilié la conscience locale et l'identification à l'État central : bien avant l'émergence du nationalisme comme idéologie majeure, la période de décentralisation de l'Empire a constitué une phase de préparation à la démocratie, garante de son enracinement. De fait, le multipartisme contemporain procède des mêmes mécanismes subtils de participation et de contrôle social. La lecture très toquevillienne de Meeker éclaire de la sorte la tension productive entre le centre et la périphérie qui a organisé la vie politique turque depuis deux siècles. La victoire électorale des « démocrates islamiques » de l'AKP en est le dernier avatar. Mais elle ne diffère en rien de celle du Parti démocrate en 1950, du Parti de la Justice en 1965 ou de l'ANAP en 1983. Ainsi va la République sur un mode kémallo-islamique que les pages consacrées à la « discipline de la sociabilité » musulmane ou à la cristallisation d'un espace public dans les maisons de thé restituent admirablement. D'une certaine façon, le livre collectif dirigé par Deniz Kandiyoti et Ayse

Saktanber complète et actualise le propos en livrant des « fragments de culture » urbaine dans la Turquie contemporaine. Les années Özal ont été marquées par le développement de la consommation de masse et la libéralisation du paysage audiovisuel. Les pratiques vestimentaires, sexuelles, musicales, cinématographiques, religieuses, commerciales s'en sont trouvées profondément transformées. L'un des intérêts de l'ouvrage est de montrer que les partisans de l'islam politique ont été parties prenantes de ces changements et que la culture matérielle a été l'un des hauts lieux de la négociation des identifications à leur mouvance ou au contraire au style de vie laïciste. Néanmoins, un autre de ses mérites est de nous convaincre que la modernité en Turquie ne se ramène décidément pas à un jeu à somme nulle entre l'un et l'autre de ces deux répertoires.

Enfin, il est inutile de chercher à comprendre la société turque si l'on ne consacre pas deux bonnes heures à écouter le superbe *album* consacré à Zeki Müren (1931-1996), le chanteur qui a dominé la vie musicale de l'après-guerre jusqu'aux années Özal et demeure la référence absolue : enregistrements exceptionnels, iconographie remarquable – mais texte en anglais malheureusement réduit à la portion congrue. Cela ne doit pas dissuader de se procurer ce CD historique ([www.kalan.com](http://www.kalan.com) ou chez un excellent disquaire à Beyoglu, près de Tünel, à Istanbul : Lale Plak, Galipdede Caddesi n° 1).

Jean-François Bayart

THIREAU (ISABELLE), dir.

**Le retour du marchand dans la Chine rurale**

*Études rurales*, n° 161-162, janvier-juin 2002, 271 pages.

Rares sont les écrits sur la Chine qui ne cherchent pas quel paradigme appliquer à ce régime, quitte à schématiser et le paradigme et la situation sociale chinoise, pour stigmatiser *in fine* l'absence d'État de droit dans un pays qui se réclame de plus en plus de l'économie de marché. En outre, nombre de recherches s'affranchissent mal de tout déterminisme économique et reposent souvent, implicitement du moins, sur des dispositifs gouvernementaux d'identification des acteurs sociaux (distinction entre lieu d'activité et lieu d'habitation, domicile officiel et domicile réel, etc.) qui ne permettent guère d'appréhender les recompositions en cours.

Les contributions d'historiens, de sociologues et d'économistes – rattachés à des institutions chinoises ou occidentales – rassemblées dans ce volume par Isabelle Thireau s'appuient toutes sur des configurations locales et restituent dans leur complexité des stratégies individuelles et familiales. Ce faisant, et à travers la diversité des objets traités, se dégagent des usages sociaux et les attentes normatives à partir desquelles sont reconfigurés les espaces et usages marchands.

Chaque auteur pose, selon des approches variées, la question des espaces de légitimation au sein desquels s'inscrivent les activités économiques, et l'ensemble des analyses dessinent les contours d'une économie morale reposant sur le droit de chacun à la subsistance.

Ceux qui pourraient craindre que l'action de l'État soit ignorée par une telle démarche peuvent être rassurés. Ce sont bien les nouveaux rapports entre acteurs publics et privés, ainsi que les mécanismes d'interprétation et de réappropriation des dispositifs publics, qui sont au cœur de l'analyse. De même, le poids des singularités passées, pré- ou post-révolutionnaires, n'est jamais méconnu, tout comme les débats qui prennent appui dans d'autres contextes économiques et sociaux.

En fait, il s'agit moins ici de convaincre la communauté des sinologues, à laquelle cet ouvrage ne saurait échapper, que d'élargir l'audience d'une publication dite académique. La restitution minutieuse de chaque terrain rend la lecture de ce volume passionnante pour quiconque s'intéresse à la Chine : on songe, entre autres, à ces commerces en bord de route du delta de la rivière des Perles, ou à cette industrie de la maroquinerie du marché de Baigou contrainte de s'aligner sur la mode des « marques ».

Françoise Mengin

MRAZEK (RUDOLF)

***Engineers of Happy Land. Technology and Nationalism in a Colony***

Princeton, Princeton University Press,  
2002, 285 pages.

Consacré à une étude thématique des perceptions de la nouveauté technologique dans les Indes néerlandaises orientales au début du XX<sup>e</sup> siècle, *Engineers of Happy Land* offre une remarquable contribution au débat sur les matrices coloniales des modernités politiques. L'ouvrage étonne par la profusion de sources inédites sur lesquelles se bâtit la démonstration. Revues d'amateurs javanais et néerlandais de radio, magazines de passionnés d'automobiles et de bicyclettes, dépliants publicitaires de vendeurs de réfrigérateurs et de télescopes, littérature médicale vantant le monde vu du microscope : c'est ici le murmure d'une colonie fascinée par l'asphalte, le verre et l'acier. Tant les populations indigènes de Java (des fonctionnaires *priyayi* du Pasisir aux contremaîtres chinois des domaines horticoles de l'Oosthoek) que les populations européennes avaient développé, au tournant du siècle, une fascination mêlée de craintes et d'espoirs pour les emblèmes de la révolution technique. Saisi simultanément comme l'expression instrumentale d'une rationalité politique libératrice par les dandys nationalistes javanais et comme la prémisse d'un monde inébranlable d'« ordre et de tranquillité » (*rust en orde*) par les colons et les administrateurs néerlandais, l'objet technique devint le lieu privilégié où se donnaient à voir les

guerres de subjectivation qui façonnaient les débats sur l'avenir de la colonie.

À l'image utopique de la maison européenne moderne, fermée à un environnement hostile, où l'air conditionné et l'éclairage électrique défiaient le climat tropical, répondait la fièvre de vitesse, de monocles et de vestes en tweed d'une élite indonésienne en gestation. Une « culture complexe du sentiment de n'être pas à sa place » nourrissait le rêve des planteurs et des fonctionnaires du *Binnenlandsch Bestuur* de vivre dans un monde sous contrôle : un univers panoptique de tours et de lumières, de routes et d'ondes radiophoniques résorbant l'inquiétante immensité des jungles, de latrines et de tramways conjurant sur un mode aseptique la vie bactérienne du *kampung*. Mais ce rêve, note Mrazek, n'est déjà plus celui d'un État triomphant : c'est bien plutôt le songe angoissé de colons qui vivent dans le pressentiment permanent du départ et du retour. Les Hollandais, remarque le journaliste Walraven, sont aux Indes « comme des mouches sur du lait ». À cet imaginaire européen d'un monde rebelle policé par la technique répondait l'imaginaire nationaliste d'un univers « en mouvement » (pour reprendre le titre d'un célèbre ouvrage de Takashi Shiraiishi, *An Age in Motion*, qui décrit la frénésie de changement au principe de l'engagement anticolonial à Java).

C'est tout le talent de l'auteur que de faire saisir la profonde ambivalence de chacun de ces modes de subjectivation. Le mouvement d'appropriation subver-

sive et de refus mimétique de la culture matérielle du colonialisme qui se fait jour chez *Mas Marco Kartodikromo* ou chez *Sukarno* dessine paradoxalement l'un des derniers espaces de négociation avec les Hollandais. Lorsque l'État colonial émergera de ses rêveries pasto-

riennes, il sera déjà trop tard : le drapeau d'une autre modernité coloniale, japonaise et fasciste, flottera sur *Batavia*, et le dandy javanais aura troqué la canne à pommeau pour le pistolet.

Romain Bertrand

**VOLKOV (VADIM)**

***Violent Entrepreneurs. The Use of Force in the Making of Russian Capitalism***

Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2002, 201 pages.

Alors que la « mafia rouge » semble aujourd'hui passée de mode, le sociologue Vadim Volkov montre que la compréhension des liens entre violence et capitalisme en Russie peut échapper aux travers habituels – sensationnalisme, moralisme, ethnocentrisme, usage non critique de sources douteuses – de la littérature sur les « organisations criminelles ». Sa réflexion porte sur les entreprises spécialisées dans la protection privée, capables de défendre leurs intérêts et ceux de leurs clients par la force. La concurrence que se livrent ces entreprises depuis la *perestroïka*, qu'elles soient publiques ou privées, légales ou non, révèle des interactions variables et complexes entre agents des administrations répressives et milieu criminel. La lutte pour l'exercice de la protection privée conduit en conséquence à analyser le fonctionnement des bureaucraties répressives et aboutit *in fine* à une réflexion sur

l'État russe, dans un contexte où la revendication du monopole de la force, de la collecte des impôts et de l'exercice de la justice (résolution des litiges privés) est fortement contestée.

Le cadre théorique de l'ouvrage constitue l'une de ses principales qualités. En s'inscrivant dans le prolongement des travaux de Max Weber, de Charles Tilly et de Norbert Elias, Vadim Volkov rejette toute lecture du changement social en Russie en termes de « transition démocratique », au profit d'une approche fondée sur le paradigme de la formation de l'État. En outre, l'auteur s'appuie sur ses propres sources, notamment des entretiens conduits auprès d'« entrepreneurs » pétersbourgeois spécialisés dans l'usage de la force, liés aux services répressifs (départements de lutte contre le crime organisé) ou aux célèbres organisations criminelles locales. Stimulante et argumentée, la recherche entreprise enrichit non seulement la connaissance de la société russe contemporaine, mais aussi l'analyse des liens entre violence et capitalisme dans d'autres contextes.

Gilles Favarel-Garrigues

■  
 NUGENT (PAUL)

*Smugglers, Secessionists and Loyal Citizens on the Ghana-Togo Frontier*  
 Athens, Ohio University Press, Oxford,  
 James Currey, Legon, Sub-Saharan  
 Publishers, 2002, 302 pages.

La frontière ghanéo-togolaise est un cas d'école. Elle naît du partage du Togo allemand entre la France et le Royaume-Uni, au lendemain de la Première Guerre mondiale. Elle est un haut lieu de contrebande du fait des fluctuations du taux de change entre le franc CFA et le cedi et des politiques de prix d'achat du cacao, divergentes entre les deux pays. Elle a inspiré un mouvement irrédentiste ewe qui a fait long feu, mais compliqué les relations interétatiques et troublé le jeu politique interne de chacun des États. L'auteur inverse l'analyse habituelle sur l'artificialité des frontières-imposées-par-le-colonisateur-lors-du-congrès-de-Berlin. Il montre comment la démarcation issue de l'occupation européenne, loin d'être complètement arbitraire, s'est inscrite dans la continuité d'une zone d'échange préexistante et est dotée d'une historicité propre. En outre, elle a vite représenté une ressource économique pour les populations transfrontalières, qui se la sont appropriée autant qu'ils

l'ont contestée. Paul Nugent récuse sur ce point les interprétations de la contrebande en termes de « résistance », en tout cas telle qu'un James Scott pourrait l'entendre, et suggère de manière très foucauldienne que la subversion commerciale de la frontière participe à sa production et à sa légitimation. Ainsi, les groupes sociaux qui vivent de part et d'autre de la frontière ne sont pas déconnectés de l'État, ils contribuent bien plutôt à sa formation. Sur ce plan, la frontière interétatique contemporaine procède d'une logique comparable à celle de la *frontier* qui était constitutive des sociétés anciennes, selon l'analyse classique d'Igor Kopytoff. Elle semble condamner les mobilisations sécessionnistes. Son économie politique, pour ambiguë qu'elle soit, est au contraire l'un des fondements de la stabilité des États au lendemain de la décolonisation. Paul Nugent rejoint ainsi l'étude de référence de Peter Sahlins sur la frontière pyrénéenne, mais aussi les travaux de Karin Bennafla et de Janet Roitman sur le bassin du lac Tchad, ou de Fariba Adelhah sur le golfe Persique. L'un de ses apports est de prendre en considération la question foncière en même temps que celle du négoce.

Jean-François Bayart